

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22180 - 82ÈME ANNÉE

Extension possible du conflit au Moyen-Orient dans l'océan Indien

Guerre de Trump contre l'Iran : La Réunion face au risque d'un blocus ?

Hier, la tour Oméga rappelait que La Réunion pouvait être intégrée à une stratégie militaire mondiale. Aujourd'hui, la présence d'une base militaire française et les escales de bâtiments américains dans l'île prennent une nouvelle dimension avec l'extension possible à l'océan Indien du conflit au Moyen-Orient. Mais pour les Réunionnais, le danger ne serait pas seulement militaire : une crise dans l'océan Indien pourrait surtout frapper une économie extrêmement dépendante des importations en énergie, nourriture et médicaments.

Pendant la guerre froide, La Réunion était intégrée au dispositif stratégique américain avec la station Oméga de Saint-Paul. Cette immense antenne de radio-navigation participait au réseau mondial utilisé par les forces américaines, notamment pour la navigation des bombardiers et des bâtiments militaires. En cas de guerre des États-Unis contre l'Union soviétique, cette installation pouvait donc faire de La Réunion un objectif militaire potentiel.

Dépendance pilier du système néocolonial

Dans le contexte actuel, alors que l'océan Indien est évoqué comme possible extension du conflit entre l'Iran, les États-Unis et Israël, cette situation mérite d'être prise au sérieux.

Car une extension de la guerre aurait des conséquences économiques immédiates, même sans attaque contre La Réunion.

A cause du système néocolonial opposé au développement du pays, l'économie réunionnaise dépend massivement des marchandises venues de l'extérieur. Carburants, produits alimentaires, médicaments, matériaux de construction, équipements industriels, véhicules et une grande partie des biens de consommation arrivent par voie maritime. Une

perturbation des routes commerciales de l'océan Indien pourrait donc rapidement provoquer des retards, des pénuries et une augmentation des prix.

La crise énergétique montre déjà la vulnérabilité de l'île. Une perturbation durable du trafic maritime ou une hausse brutale du coût du pétrole renchérirait à la fois le transport, l'électricité, la production agricole et industrielle et, finalement, l'ensemble du coût de la vie.

Les pauvres, classe la plus nombreuse de notre pays, seront les premières victimes

Le risque serait encore plus grand si les tensions militaires entraînaient une réduction du trafic maritime dans le canal de Suez, la mer Rouge, le détroit de Bab el-Mandeb ou l'océan Indien. Pour une île qui ne peut pas compter sur une production locale capable de remplacer rapidement les importations, quelques semaines de désorganisation pourraient avoir des effets considérables.

La question de la sécurité de La Réunion ne peut donc pas être réduite à la protection des installations militaires. Elle concerne directement le ravitaillement de la population.

La dépendance aux importations ajoute une vulnérabilité : une guerre qui s'étend dans l'océan Indien pourrait ne pas atteindre La Réunion par les bombes, mais par les ports, les navires, les prix et les ruptures d'approvisionnement. Les pauvres, la classe la plus nombreuse de notre pays, seront les premières victimes.

M.M.

La Réunion, cible militaire pendant la Guerre froide

De la tour Oméga à la base militaire française : La Réunion toujours exposée

Pendant la guerre froide, La Réunion était intégrée à la stratégie nucléaire des États-Unis. La gigantesque tour Oméga de Saint-Paul participait au système de navigation des forces stratégiques américaines. En cas d'attaque de l'URSS par les USA, notre île pouvait devenir la cible d'une bombe atomique. Plus de vingt ans après la disparition de cette installation, la question demeure : pourquoi une population doit-elle accepter que son pays serve de point d'appui aux stratégies militaires de grandes puissances ?

Il y a une génération, un immense pylône de 427 mètres dominait l'ouest de La Réunion. À Saint-Paul, la station Oméga était l'une des huit installations du réseau mondial de radionavigation construit sous direction américaine. Officiellement, il s'agissait d'un système de navigation. Mais son intérêt était d'abord militaire : il servait à la navigation des forces stratégiques américaines, notamment des bombardiers nucléaires.

Cela signifiait concrètement que La Réunion était intégrée à la machine de guerre des USA. Si Washington avait attaqué l'URSS, l'installation américaine implantée à Saint-Paul aurait pu devenir un objectif militaire. Les Réunionnais auraient alors payé le prix d'une confrontation décidée à des milliers de kilomètres de chez eux.

La tour Oméga a finalement été détruite en 1999. Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là.

Le danger de la base militaire française

Aujourd'hui encore, La Réunion accueille des infrastructures militaires françaises. La base navale du Port constitue un point d'appui des forces françaises dans le sud-ouest de l'océan Indien. Des bâtiments de l'US Navy ont également effectué des escales dans l'île. La Réunion demeure donc insérée dans des dispositifs militaires qui dépassent largement les intérêts propres de sa population.

Et voilà que l'océan Indien est désormais explicitement évoqué comme un possible théâtre d'extension de la guerre contre l'Iran.

Le 24 septembre, le général iranien Yahya Rahim Safavi a averti qu'une nouvelle attaque américaine ou israélienne pourrait entraîner une extension du conflit jusqu'à l'océan Indien, voire au-delà.

Une infrastructure militaire française, un navire américain en escale ou tout autre élément participant au dispositif militaire occidental pourrait alors exposer directement notre population réunionnaise aux conséquences d'une guerre qui n'est pas la sienne.

L'histoire de la tour Oméga doit servir de leçon. La Réunion ne peut pas être à la fois un pays peuplé de près d'un million d'habitants et un simple pion dans les stratégies militaires des grandes puissances.

Hier, c'était la menace d'une guerre nucléaire entre Washington et Moscou. Aujourd'hui, ce sont les tensions au Moyen-Orient qui menacent de gagner l'océan Indien.

La sécurité des Réunionnais doit-elle continuer à dépendre de décisions militaires prises à Paris, Washington ou Tel-Aviv ? La seule véritable garantie contre le risque de devenir une cible est de refuser que notre pays serve de base aux guerres des autres.

M.M.

Commande publique : les retards de paiement pèsent sur les entreprises des anciennes colonies françaises

Les délais de paiement restent nettement plus élevés dans les départements et collectivités des anciennes colonies françaises de la zone euro qu'en France. Le secteur public local et surtout les établissements hospitaliers accumulent des retards qui fragilisent directement la trésorerie des entreprises et illustrent les difficultés financières des collectivités.

En 2024, les délais de paiement des entreprises des DCOM ont diminué de deux jours pour les règlements des clients, à 39 jours, tandis que les délais fournisseurs sont restés à 49 jours. Ces niveaux demeurent toutefois supérieurs à ceux constatés au niveau français: 11 jours de plus pour les délais clients et 13 jours pour les délais fournisseurs.

Perte de trésorerie estimée à près de 435 millions d'euros

Cette situation représente un enjeu majeur pour les entreprises. Les retards de paiement leur ont fait supporter en 2024 une perte de trésorerie estimée à près de 435 millions d'euros. Une entreprise sur quatre connaît par ailleurs des délais clients moyens supérieurs au seuil légal de 60 jours.

La situation est particulièrement préoccupante dans le secteur public. En 2025, le délai moyen de paiement du secteur public local atteint 39,9 jours, contre un plafond réglementaire de 30 jours. Dans les établissements publics de santé, il explose à 130,6 jours, en hausse de 9,1 jours sur un an, soit plus de

deux fois et demie le seuil légal de 50 jours.

Derrière ces chiffres se trouve une difficulté financière qui se répercute sur toute l'économie. Lorsqu'une collectivité ou un établissement public règle tardivement ses fournisseurs, il transfère une partie de ses propres tensions de trésorerie vers les entreprises, qui doivent continuer à payer leurs salariés, leurs fournisseurs et leurs charges.

Les écarts entre les anciennes colonies françaises intégrées à la République et la moyenne française restent donc importants. À Mayotte, les délais fournisseurs atteignent même 62 jours, tandis qu'en Guyane les délais clients s'élèvent encore à 46 jours. Ces chiffres montrent que la question des finances publiques ne concerne pas seulement les budgets des collectivités : elle pèse directement sur la trésorerie et la survie des entreprises qui dépendent de la commande publique.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In pa an avan pou trape nout lotonomi alimantèr ?

Yèr matin mwin té apré rogarde nouvèl dsi antenne é l'avé in linvitè téi parl dsi la farine maniok. Lo ga téi parl in kopérativ maniok dann sid Madégaskar banna i plant par-la troi san éktar maniok pou fé la farine.

In lavantaz farine-la : li lé san gluten é néna demoune i siport pa lo gluten donk sé in n'afèr intéressan pou dmoune lé alèzik... Sépa si zot i rapèml inn foi mwin la fé in modékri dsi in péi l'afrik i apèl lo burkina fasso é dann péi-la i fé d'pain avèk in mélanz farine lo blé épi la farine manioc.. ; in manyèr pou pa dézékilib la balanss komèrssyal épi inn fasson pou valoiriz in prodikssion dan lo péi.

Astèr kèl konklizyon mi tir dsa : pa sète lo télé épi lantroprenèr k'i di Madagascar sar lo gronyé pou li-mèm épi pou bannzil loséan indien. Mwin mi partiré plito dann sanss lotonomi alimantèr... Lé vré Madégaskar néna in surpluss de ri sète ané, lé vré la farine maniock sé un l'atout pou zot ;

Nout koté ni di : antanssyon ! i fo ni miz dsi lotonomi alima ntèr pars ni koné pa kèl mové kou bann gran péi i pé rézèrv anou ankor... In sipozission : ni miz dsi lo moiyn oryan pou gingn l'éssanss pou mète dann nout loto, kamion, bato mèm léstréssité é o bouté shomin nou lé kite pou nout biskui.I pé ète parèy domin pou nout manzé si ni dévir lo do avèk lotonomi alimantèr

Alor i fo ni pran soin d'nou avèk lotonomi alimantèr épi lotonomi énézétik. Si sa lé dann program nout parti lé pa pou arien. Si Paul vèrgès l'avé mète sa dann son program lé pa pou arien ; Alor si i fabrik la farine maniok adégaskar tan myé pou banna ! si néna in sirpliss do ri tanmyé pou zot, mé nou lé blijé rogard anou in pé — nout program lé valab an toutan.

A bon antandèr salu !

Justin